



Ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public
SB/BB

N°

/2026 R.A

000344

STATIONNEMENT PROVISOIEMENT INTERDIT
CIRCULATION PROVISOIEMENT RETRECIE

Vert Bocage1 – entrée K2 rue Ferdinand de Lesseps

PUBLIÉ LE 27 FEV. 2026

ARRÊTÉ

LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie communale en date du 27 novembre 2024,

VU la demande en date du 24 février 2026 formulée l'entreprise ARBORSITE DU SUD pour des opérations d'élagage d'arbres,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

ARRETE

ARTICLE 1 - Afin de permettre des opérations d'élagage d'arbres, **le stationnement de tous les véhicules est provisoirement interdit sur neuf (9) emplacements et la circulation de tous les véhicules est provisoirement rétrécie sur chaussée et sur trottoir au droit du chantier sis Vert Bocage 1 – entrée K2 rue Ferdinand de Lesseps :**

Les 02 & 03 mars 2026

ARTICLE 2 – Limitation de la zone de travaux à 30km/h

ARTICLE 3 - Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de l'interdiction et de la circulation rétrécie seront mise en place par l'entreprise ARBORISTES DU SUD chargée de l'exécution des travaux. Avis d'information par boitage individuel aux particuliers, par affichage réglementaire, respecter la charte de l'arbre, la réglementation en vigueur et le règlement de voirie.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 5 - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SALON, le 26 FEV 2026

Pour le Maire empêché,
Sophie BALZATORE
Direction Générale Adjointe
Enfance Jeunesse et Sports

